



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Somme**

Santé Protection Animale et Environnement
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIERRU PISCICULTURES

10 rue du Moulin
80300 Miraumont

Références : DDPP80 2025 01127
LRAR n°1A 210 149 6323 5
Code AIOT : 0058000768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement PIERRU PISCICULTURES implanté 10 rue du Moulin 80300 Miraumont. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRU PISCICULTURES
- 10 rue du Moulin 80300 Miraumont
- Code AIOT : 0058000768
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture se compose d'un seul ensemble de bassins qui sont alimentés par dérivation de l'Ancre avec un rejet en aval d'un barrage surplombant l'entrée du site piscicole. Le site est exclusivement dédié au grossissement de truites provenant d'autres sites appartenant aux PISCICULTURES PIERRU. 3 bâtiments complètent l'installation (stockage de carburant et groupe électrogène, bureau, stockage d'aliments et de produits, stockages de cadavres), en complément d'une cuve d'oxygène liquide. La visite a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 3	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
4	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 5.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
7	Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Protection interne	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Installations techniques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 17.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 17.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 mois
16	Contrôle de l'accès	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Les points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
20	valeurs limites des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
22	Débit	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 25.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
23	Fréquence de la qualité du rejet	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 25.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 1.1	Sans objet
2	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 2.2	Sans objet
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 9	Sans objet
6	Dispositif amont aval	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.1	Sans objet
8	bassins	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.3	Sans objet
10	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 11	Sans objet
11	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.1	Sans objet
18	Registre entrée/sortie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.4	Sans objet
21	les cadavres	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu.

Des mesures doivent être entreprises rapidement pour la prévention des risques accidentels (vérification des installations électriques, sécurisation du stockage d'oxygène, stockage des produits).

Une vigilance est attendue sur le respect effectif du programme de surveillance et la traçabilité afférente (localisation du prélèvement aval, fréquences de suivi et paramètres).

L'exploitant devra également notifier auprès du Préfet la modification de l'usage du bâtiment construit en 2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 1.1
Thème(s) : Élevage, Bénéficiaire et portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : La SARL PIERRU PISCICULTURE sise Moulin de Rogny à ROGNY (02140) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de commune la commune de MIRAUMONT, une pisciculture d'une capacité maximale de 250 tonnes par an de poissons.
Constats : Le site est toujours exploité par la pisciculture PIERRU (forme juridique SAS). Vérification de la capacité de production annuelle 2022, 2023, 2024 (mise à disposition des stocks mensuels et des données d'entrées et sorties de poissons annuelles). Capacité de production de 184.06 t en 2022, 174.894 t en 2023, 189.854 t en 2024. Capacité de production conforme à l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 2.2		
Thème(s) : Élevage, Nature des installations		
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :		
Communes	Parcelles	Lieux-dits
MIRAUMONT	AE n° 20, 22, 72, 73, 76, 78 et 79	Au Moulin
Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.		
Constats : Les installations sont toujours localisées aux mêmes références cadastrales de l'arrêté.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 3
Thème(s) : Élevage, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les installations (bassins) sont toujours exploitées de la même manière que l'autorisation initiale. Un bâtiment a été construit en 2016 au sud du site et régulièrement notifié à l'époque (prise d'acte le 26/04/2016 pour du stockage de matériel et de véhicules). Il apparaît toutefois que ce bâtiment n'est pas affecté à l'usage initialement prévu. En effet, il est utilisé pour le stockage de produits et d'aliments en sacs pour l'alimentation des poissons), sans que ce changement d'usage ait été notifié et validé par l'autorité préfectorale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer un porter à connaissance de modification afin de notifier au Préfet la modification de l'usage du bâtiment de stockage ou conformer son usage à celui acté le 26 avril 2016 (et comprenant notamment un courrier de demande de modification, plans, respect des prescriptions générales applicables à l'utilisation actuelle du bâtiment).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 5.1
Thème(s) : Élevage, Modifications et cessation d'activité
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un bâtiment a été construit en 2016 au sud du site et régulièrement notifié à l'époque (prise d'acte le 26/04/2016 pour du stockage de matériel et de véhicules). Le bâtiment est à ce jour également utilisé pour le stockage de produits et d'aliments en sacs pour l'alimentation des poissons. Aucun porter à connaissance n'a été déposé pour notifier ce changement d'usage par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déposer un porter à connaissance de modification afin de notifier au Préfet la modification de l'usage du bâtiment de stockage ou conformer son usage à celui acté le 26 avril 2016 (et comprenant notamment un courrier de demande de modification, plans, respect des prescriptions générales applicables à l'utilisation actuelle du bâtiment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 9

Thème(s) : Élevage, distances d'implantation

Prescription contrôlée :

Les dispositions de cet article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des installations en fonctionnement régulier, qu'aux nouveaux bassins ou à leurs annexes nouvelles. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité.

Les bassins et leurs annexes sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;
- dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.

Constats :

Installations implantées au delà des distances susmentionnées. Pas de pisciculture présente à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositif amont aval

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.1

Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement de l'élevage

Prescription contrôlée :

La pisciculture comporte à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. (...)

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

Présence d'une grille amont au niveau de la prise d'eau.

Présence d'une grille aval en sortie.

Présence d'un atterrissement en formation au niveau de la prise d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une attention particulière doit être portée sur l'atterrissement en cours de formation au niveau de la prise d'eau, qui devra le cas échéant être retiré pour garantir l'alimentation en eau de la pisciculture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.2

Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement de l'élevage

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation du débit dérivé.

L'ouvrage de prélèvement d'eau doit fonctionner de la manière suivante :

Le repère de niveau légal indiquant le niveau d'eau maximum de la retenue est défini par le service chargé de police des eaux. Le repère provisoire est fixé à la cote 9,00 mètres en prenant la partie supérieure de la poutrelle métallique du pont comme niveau d'origine égal à 10 mètres.

Le repère de niveau légal devra être matérialisé par un repère visible fixé dans la maçonnerie du côté amont du barrage. La cote provisoire sera rattachée au référentiel NGF pour devenir « définitive ».

Les vannages seront maintenus en parfait état de fonctionnement.

Constats :

Le site est alimenté en eau par dérivation de l'Ancre (en rive gauche), puis rejeté en aval d'un barrage (référéncé ROE24193).

Le barrage est alimenté d'une part par l'Ancre et d'autre part par un bras secondaire rejoignant l'Ancre en aval de la prise d'eau.

Absence d'échelle limnimétrique. Un ancien repère police de l'eau avec sabot du repère cote légal de retenue lié à l'ancien moulin (non lisible) est fixé dans la maçonnerie avant la retenue en rive gauche. Il n'est cependant pas possible de vérifier la cote (repère non lisible). Il n'y a pas de confirmation du rattachement de la cote au référentiel NGF .

Le barrage comporte 2 vannes en bon état. Seule la vanne droite est manipulée à ce jour (cric). L'ouverture de la vanne gauche est envisagée par le responsable de site afin d'alterner et sous tirer les vases/limon qui s'accumulent en rive gauche amont.

<p>L'exploitant estime le débit dérivé à partir de la capacité des plateformes à jets installées en amont des deux zones de bassins (2*360l/s). La mesure de la lame d'eau au niveau du barrage permet de suivre le débit réservé de l'ancre, auquel se rajoute le bras secondaire.</p> <p>Une fois par an, les débits sont mesurés par le syndicat des pisciculteurs, avec une différence significative sur les débits dérivés avec les données de la pisciculture (au moins 15% en 2024 et 2025).</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Revoir la méthode d'évaluation du débit dérivé afin d'estimer au mieux les débits dérivés et réservés.</p> <p>Disposer d'un repère de niveau légal lisible et rattaché au référentiel NGF avec la côte définitive pour le barrage.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 8 : bassins

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.3</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Élevage, Règles d'aménagement de l'élevage</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>Bassins en béton autonettoyants sans vidange périodique. L'écoulement gravitaire et le débit transitant dans la pisciculture évitent la sédimentation excessive des MES.</p> <p>Les bassins sont bien entretenus.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Sans suite</p>

N° 9 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'aménagement de l'élevage
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Les produits de nettoyage et de désinfection sont stockés dans un hangar couvert avec un sol béton. Les produits liquides (bidons) sont stockés sur des rétentions. Le carburant est stocké sur une palette sous un hangar au sol béton à proximité du groupe électrogène. Absence de dispositif (rétention, seuil) permettant de recueillir les matières répandues accidentellement sur la zone bétonnée au niveau du stockage de carburant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à l'installation d'une rétention sous le stockage de carburant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 11
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement de l'élevage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Le site piscicole est bien intégré dans son environnement, en fond de vallée et dans une impasse. L'environnement est arboré et les abords sont engazonnés et correctement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.1
Thème(s) : Élevage, INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.
Constats : Les voies de circulation pour l'accès au site sont en bon état. Une voie de circulation carrossable ceinture les bassins et permet la circulation des véhicules lourds à l'intérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation de stockage d'oxygène doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de : - un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie. La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">• s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;• par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. (...) Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.
Constats : Présence de plusieurs extincteurs sur le site dont la dernière vérification périodique a été réalisée le 06 décembre 2024. Implantation des extincteurs sur le site à proximité des locaux présentant un risque : <ul style="list-style-type: none">- bureau : 1 B- stockage de carburant : 1 ABC 9kg- bâtiment produits : 1 ABC 6 kg

<p>- stockage d'oxygène : 1 ABC 6 kg</p> <p>S'agissant de la protection de l'installation d'oxygène, l'extincteur ne présente pas la capacité requise (6kg au lieu de 9 kg) et est installé à un endroit inaccessible en cas de défaillance sur le stockage d'oxygène (muret derrière la citerne).</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Installer un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kg pour le stockage d'oxygène, à un emplacement accessible pour permettre son utilisation en cas d'intervention au niveau du stockage.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 13 : Installations techniques

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 16.3</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Élevage, INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>Absence de vérification périodique des installations électriques (dernière visite datant de 2015). Présence de salariés.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Faire procéder à la vérification périodique des installations électriques par un organisme agréé (fréquence annuelle) et réaliser les travaux de mise aux normes le cas échéant.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 17.2
Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 l mini. ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits de nettoyage et de traitement sont stockés dans le bâtiment construit en 2016 (sol bétonné, bardage métallique avec une hauteur de parpaings d'un mètre (hors porte d'accès)).</p> <p>Le peroxyde d'hydrogène (23 bidons de 20l - soit 460 l) est stocké sur une rétention.</p> <p>Le formol (10 bidons de 20l - soit 200 l) est stocké sur une rétention. Une autre rétention accueille 2 bidons de formol de 20l (soit 40 l). Présence de 6 bidons vides de formol.</p> <p>L'halamid (8 bidons de 25 kg) est stocké sur une palette au fond du bâtiment.</p> <p>Les capacités de rétention n'ont pas été vérifiées.</p> <p>Le carburant est stocké dans deux fûts métalliques sur palette à proximité du groupe électrogène - sol bétonné, bardage métallique. Absence de rétention associée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder au stockage du carburant sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 17.4
Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Mise à disposition des FDS de l'Agrigerm 1510, du formol, du peroxyde d'hydrogène et de l'Halamid. Le stockage de peroxyde d'hydrogène est accolé à celui du formol, qui sont des produits incompatibles. Les rétentions étant accolées l'une à l'autre, elles peuvent être assimilées à la même rétention, avec un risque de réaction chimique en cas de déversement accidentel sur la zone de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Maintenir une distance suffisante entre les différents stockages de produits incompatibles entre eux conformément aux FDS des produits concernés (et notamment les rétentions de peroxyde d'hydrogène et de formol).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 16 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation – entretien des INSTALLATIONS de stockage d'oxygène
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, l'installation doit être rendue inaccessible aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef...).
Constats : Les installations d'oxygène ne sont pas clôturées.

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
Installer une clôture autour de l'installation comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription
<i>Proposition de délais :</i> 3 mois

N° 17 : Connaissance des produits - étiquetage

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.3
<i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, exploitation – entretien des INSTALLATIONS de stockage d'oxygène
<i>Prescription contrôlée :</i> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de l'oxygène, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom du produit ou la couleur d'identification des gaz normalisée et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.
<i>Constats :</i> Présence d'un autocollant indiquant le contenu (O2) et d'une autre étiquette illisible. Absence de consignes et de signalétiques de danger/étiquetage au niveau du stockage d'oxygène.
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
Apposer les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription
<i>Proposition de délais :</i> 3 mois

N° 18 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 18.4
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation – entretien des INSTALLATIONS de stockage d'oxygène
Prescription contrôlée : La quantité d'oxygène présente dans l'installation doit pouvoir être estimée à tout moment à l'intention de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Un manomètre permet de vérifier la quantité présente dans la citerne. L'exploitant dispose des bons de livraison d'oxygène liquide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Les points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : Les points de prélèvement pour mesurer les valeurs de rejets sont définis avec l'inspecteur des installations classées. (cf. annexe I)
Constats : Mise à disposition du plan du site référençant les points de prélèvement AMONT/REJET/AVAL utilisé dans le cadre du programme de surveillance. Le prélèvement AVAL est effectué à moins de 50m en sortie et ne correspond pas au point de prélèvement fixé en annexe de l'AP qui est à environ 150 m du point de rejet (cf plan de la planche photographique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Effectuer les prélèvements AVAL au point de prélèvement fixé par l'AP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. 5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH_4^+, NO_2^-, PO_4^{3-} et DBO_5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et à la sortie au point de prélèvement est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et la sortie au point de prélèvement, des paramètres MES, NH_4^+, NO_2^-, PO_4^{3-} et DBO_5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen inter annuel) :</p> <p>MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;</p> <p>NH_4^+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH_4^+) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;</p> <p>NO_2^- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;</p> <p>PO_4^{3-} : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;</p> <p>DBO_5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vérification des résultats des analyses effectuées pour les années 2022 à 2025 (mesures ponctuelles et campagnes 24h).</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Température compatible. Pas d'élévation significative de la température des effluents rejetés, au regard des analyses fournies. 2. pH des effluents rejetés conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture renseigné dans le registre d'autocontrôle est strictement le même (80%), alors qu'il devrait varier à chaque prise de mesure. Les rapports de campagnes 24h montre quant à eux des écarts significatifs sur ce paramètre, avec 42,7% en 2022 (et seulement 70% à 50m en aval du rejet), 92,2% en 2023 72,9% en 2024, et non mesuré pour 2025 au droit du rejet. Cette discordance entre l'autosurveillance et les relevés 24h interroge sur le suivi effectif de ce paramètre par l'exploitant et la traçabilité correspondante.

5. Les campagnes 24h des années 2022 à 2025 ne montrent pas de dépassement des différences de concentration amont/aval fixées. Cependant, le prélèvement AVAL n'est pas effectué au point fixé par l'arrêté préfectoral (localisation du point de prélèvement revu avec le responsable du site. Nota : Les campagnes 24h examinées sont effectuées exclusivement hors étiage entre 2022 et 2025 (mai ou janvier), ce qui ne permet pas de s'assurer du respect des VLE en période d'étiage, où le débit du cours d'eau récepteur est moindre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser les prélèvements en aval à l'emplacement fixé par l'arrêté préfectoral.

Procéder au suivi effectif du paramètre : taux de saturation en O₂ et à l'enregistrement du suivi dans le registre d'autosurveillance.

Prendre les dispositions pour assurer un taux d'oxygénation d'au moins 70% en sortie de pisciculture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 21 : les cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 24

Thème(s) : Élevage, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Présence sur le site d'un congélateur pour le stockage des cadavres de poissons. Le bac équarrissage est laissé à l'extérieur du site à côté de l'habitation du salarié.

Le congélateur contient des cadavres de poissons au moment du contrôle et le bac équarrissage est vide.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 25.1

Thème(s) : Élevage, Programme d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

Le suivi du débit dérivé est effectué tous les quinze jours. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Vérification des registres de suivi des débits des années 2022 à 2025 inclus.

La surveillance des débits est aléatoire et ne respecte pas la fréquence de 15 jours définie par l'arrêté (entre 6 et 22 jours en 2025, entre 3 et 28 jours en 2024, entre 3 et 26 jours en 2023, entre 7 et 24 jours en 2022).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respecter la fréquence de suivi du débit dérivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 23 : Fréquence de la qualité du rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 25.2

Thème(s) : Élevage, Programme d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 21 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'auto surveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH_4^+) et du paramètre nitrites (NO_2^-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisée.

Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 21, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et à sortie au point de prélèvement doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est d'au moins une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'auto surveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Le programme de surveillance est précisé dans le tableau d'autosurveillance annuel :

- suivi des débits dérivés et du débit réservé : tous les 15 jours
- AMONT et AVAL+50m : NH_4^+ , NO_2^- , MES, Température, pH, PO_4^{3-} : tous les mois hors étiage et tous les 15 jours en étiage. et taux oxygène dissous en sortie de pisciculture.

Les prélèvements sont réalisés par le responsable de site et envoyés à un laboratoire pour analyse (CAPINOV depuis 2023). Les résultats sont ensuite incrémentés dans un tableau EXCEL par le responsable de site.

Une fois par an, une campagne 24h AMONT/AVAL est réalisée pour les paramètres NH_4^+ , NO_2^- , MES, DBO_5 , PO_4^{3-} , (envoi au laboratoire FLANDRES ANALYSES) au cours de laquelle des mesures ponctuelles amont/rejet/aval sur les paramètres NH_4^+ , NO_2^- , O_2 , température, pH (testes rapides) ainsi que des mesures ponctuelles des débits dérivés et réservés. Les comptes rendus des résultats du laboratoire ne sont pas joints au rapport de campagne. Le suivi 24h est toujours réalisé hors étiage (en mai entre 2022 et 2024, en janvier en 2025).

L'examen des données d'autosurveillance 2022 à 2025 met en évidence le non respect des fréquences du programme de surveillance des paramètres définie par l'exploitant pour les années 2022 à 2024 :

- 2022 : 9 mesures sont manquantes en période d'étiage ;
- 2023 : 5 mesures sont manquantes hors étiage et 9 en étiage ;
- 2024 : 7 mesures sont manquantes en étiage et 1 hors étiage.

L'examen des données d'autosurveillance met également en évidence un taux de saturation en oxygène strictement identique sur l'ensemble de la période 2022 à 2025, en discordance avec les relevés 24h, ce qui interroge sur le suivi effectif de ce paramètre par l'exploitant et la traçabilité correspondante.

Les fréquences de mesures de suivi des débits (toute l'année tous les 15 jours) mais également des mesures en étiage (tous les 15 jours) ne sont également pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respecter le programme de surveillance établi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours